

vaient pas cette opinion étaient des sauvages, bien entendu.

**Le sénateur Flynn:** Ces propos sont hors du sujet et déplacés.

**Le sénateur Croll:** On ne saurait tolérer une loi que les gens pourraient observer ou non. Cela s'applique aux gouvernements tout comme aux particuliers. Une loi peut être mauvaise; dans ce cas, il faut la modifier. Les vues des sociétés évoluent, les normes et les lois changent. La question de la peine capitale, qui fait l'objet d'un débat dans notre pays, en est arrivée à un tel point aujourd'hui que je crois que la population devance les hommes politiques sous ce rapport. Un grand nombre d'entre eux ont formé ou forment leur opinion avant d'avoir tous les renseignements. Nous, au Sénat, sommes des parlementaires plus âgés, nous sommes des aînés, nous sommes des hommes d'État.

● (2050)

**Le sénateur Bourget:** Et nous sommes lents.

**Le sénateur Croll:** Et nous avons vécu bien des années. Nous sommes des hommes d'expérience et nous avons beaucoup de connaissances. Nous sommes des gens instruits et de bonne volonté. Nous avons été choqués par les pendants et les meurtres et, dans la confusion actuelle, le moment est venu non seulement de nous exprimer mais d'agir.

On écoute les sondages d'opinion publique au pays, on croit aux sondages privés et, à mon avis, le moment est venu de sonder le Sénat—non pas de parler, de discuter, de tergiverser, mais de prendre une décision.

Selon moi, nous devrions agir comme la Chambre des communes le fait en diverses occasions quand une question importante se pose: réserver une période spéciale, que ce soit un jour, deux jours ou plus, pour débattre ce problème très important. Nous pouvons réserver un jour ou deux et fixer une date précise pour le vote; on pourrait alors avertir tous les sénateurs d'être prêts. Il se peut que de nouveaux arguments soient présentés, bien que j'en doute beaucoup, mais le pays a besoin d'être guidé et qu'on lui montre la voie dès maintenant. C'est une bonne occasion pour nous d'agir les premiers plutôt que de revenir sur les décisions des autres, parce que nous ne sommes pas des messagers, mais le pays a besoin d'être guidés; nous sommes des personnes qui agissent de leur plein droit et nous connaissons nos responsabilités.

C'est un nouveau rôle qui devrait être le bienvenu. Je suis sûr que le pays nous serait reconnaissant de nos efforts, serait influencé par nos conclusions et impressionné par notre décision, car il s'agit d'une question de vie et de mort. C'est une question très importante.

**Le sénateur Flynn:** C'est évident.

**Le sénateur Croll:** Il ne faut pas que nous manquions cette occasion. Je pense qu'au lieu de nous pencher sur ce bill maintenant, nous devrions une fois pour toutes en finir avec la question de la peine capitale et prendre une décision de façon à ce que le pays ne se laisse pas entraîner à une décision passionnelle inspirée par les craintes et les préjugés.

Le Sénat agit avec discernement; il a la sagesse et l'expérience. Ce sont des qualités qu'il met au service du peuple canadien, et dont on doit se féliciter.

Je le répète, nous devrions laisser ce bill de côté pour l'instant, et prendre une décision sur la question principale—c'est-à-dire sur le bill présenté par le sénateur Argue.

Il faudrait organiser un débat spécial qui attirerait l'attention sur ce bill. Si la durée des discours était limitée à 20 minutes, de nombreux sénateurs pourraient prendre la parole et ainsi faire profiter le pays de leur point de vue, car le point de vue des sénateurs est valable.

J'espère que l'on tiendra compte de ma proposition et que nous n'étudierons pas le bill présenté par le sénateur Robichaud tant que nous n'aurons pas décidé de ce que nous ferons pour l'autre bill semblable dont nous sommes aussi saisis.

**Le sénateur Flynn:** Honorables sénateurs, pour que nous puissions étudier les propos du sénateur Croll, je propose l'ajournement du débat.

**Le sénateur Croll:** Le sénateur Robichaud a proposé l'ajournement.

(Sur la motion du sénateur Flynn, le débat est ajourné.)

## L'INDUSTRIE

### LES PROBLÈMES DU TEXTILE AU CANADA—RENOI DE LA QUESTION AU COMITÉ DES BANQUES ET DU COMMERCE

Le Sénat reprend le débat, ajourné le mercredi 21 mai, de l'interpellation de l'honorable sénateur Desruisseaux, attirant l'attention du Sénat sur les problèmes du textile au Canada.

**L'honorable Paul Desruisseaux:** Honorables sénateurs, j'aimerais tout d'abord remercier les honorables sénateurs de me donner la possibilité de poursuivre sur cette question.

[Français]

Honorables sénateurs, je remercie l'honorable Leader du gouvernement pour le rapport qu'il nous a présenté mercredi dernier au sujet des efforts faits par le gouvernement et le ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'amélioration de la situation du textile canadien. Bien sûr, j'applaudis avec lui les efforts du ministère, et je veux lui en témoigner ici ma reconnaissance et mon appréciation. Je ne veux en rien déprécier les travaux du ministre et de son équipe.

[Traduction]

Je l'ai dit mercredi dernier, il est regrettable que l'on semble refuser, comme il a été proposé, de confier à un comité une enquête sur l'industrie canadienne du textile pour qu'il fasse rapport; il est déplorable que l'on supprime ainsi tout espoir de recommandations constructives apprivoisées. Nous donnerions ainsi l'impression que le gouvernement désire éviter une enquête sur cette question pendant que le ministère procède à une révision de sa politique sans être ennuyé par les recommandations du Sénat.

Malgré les réalisations du ministre de l'Industrie et du Commerce, soulignées à juste titre par le leader du gouvernement au Sénat, l'industrie canadienne du textile pose encore un problème important. Elle emploie quelque 20 p. 100 de tous les ouvriers manufacturiers du Québec; elle a aussi une importance capitale en Ontario. On ne fait pas suffisamment à ce sujet depuis quelques années. La situation laisse encore à désirer, de l'avis non seulement des ouvriers du textile et du reste de l'industrie, mais aussi des économistes.

Je pense que tôt ou tard, et plus tôt que nous le pensons probablement, il va falloir réviser notre politique commerciale internationale, en ce qui concerne le domaine des textiles et en ce qui concerne la presque totalité de notre secteur secondaire, qui assure l'essentiel de l'activité quotidienne de nos provinces industrialisées, et qui jusqu'à